

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Les candidats donnent le ton de la campagne



Olivier Feller, conseiller national PLR, VD: «Olivier Feller. Votre voix à Berne.»



Céline Amaudruz, conseillère nationale UDC, GE: «Dans une Suisse où les entreprises sont mises sous une énorme pression sous l'effet du franc fort et où des emplois sont en danger, il est de notre devoir de nous battre pour nos entreprises et notre prospérité en leur assurant une plus grande liberté entrepreneuriale, donc combattre la bureaucratie et la surréglementation. Il faut surtout et aussi abaisser les impôts, taxes et redevances de nos PME.»



Guy Parmelin, conseiller national UDC, VD: «Moins de contraintes, plus de liberté d'entreprendre!»



Nicolas Leuba, président UPSA VAUD, VD: «Les PME sont la colonne vertébrale de notre économie. Nous devons nous battre pour elles!»



Philippe Nantermod, avocat au barreau du canton du Valais, VS: «Je m'engage pour les libertés individuelles, une fiscalité qui ne soit pas confiscatoire et pour un Etat efficace et svelte.»

ÉLECTIONS FÉDÉRALES – Gian-Luca Lardi (PLR) axe sa campagne pour le Conseil national sur la sous-enchère des indépendants italiens au Tessin, les problèmes de trafic et la bureaucratie.

Le Tessinois monte en force

Gian-Luca Lardi mène sa campagne pour les élections fédérales sur trois thématiques. Le monde du travail avec un accent sur la construction, les problèmes de mobilité et d'infrastructures dans une région frontalière. Et les moyens de lutte contre une bureaucratie qui paralyse les entrepreneurs.

Thème 1: le monde du travail

«Le marché du travail est un thème qui touche beaucoup les Tessinois, explique Gian-Luca Lardi. Dans la construction, en particulier, nous avons un problème réel avec les Padroncini, les indépendants italiens qui, avec les travailleurs détachés, réalisent 7% des chiffres d'affaires de la branche avec 9% des journées de travail.»

Le candidat rappelle que le salaire minimum dans la construction est fixé à 4500 francs par mois, que le salaire moyen payé par les entreprises s'élève en fait à 5500 francs et les salaires côté italien sont compris entre 1500 et 2000 euros. «C'est plus du double et cela rend notre marché du travail hyper attractif, souligne-t-il. Au final, le 10% des journées de travail corrompt complètement le niveau des prix pour le reste de la construction. Nous devons donc nous battre pour que les salaires minimums des conventions collectives soient respectés et éviter cette concurrence déloyale.»

TRAJECTOIRE

Nouveau président de la SSE en 2015



Gian-Luca Lardi est marié et habite avec sa femme et ses deux filles à Rovio, localité qui surplombe le lac de Lugano. Il représente le PLR au Conseil communal de son village (législatif). Depuis le 1^{er} janvier 2015, il est le nouveau président central de la Société suisse des entrepreneurs (SSE). Originaire de la vallée de Poschiavo, il déménage à Disentis à 16 ans et y fréquente le lycée. Après des études d'ingénieur à l'EPF Zurich, il débute sa carrière professionnelle chez Elektrowatt. Puis il travaille quelques années à Londres pour le groupe de construction Balfour Beatty. Vers l'an 2000, Lardi assume pour la première fois une responsabilité entrepreneuriale: Balfour Beatty l'envoie en Suisse, où il participe à la construction du tunnel de base du Lötschberg. Depuis 2007, il dirige la société CSC Entreprise de construction SA et s'active comme administrateur délégué au sein de son Conseil d'administration depuis 2013. Il est aussi membre du Conseil d'administration de la HG Commerciale.

Source: SSE



Le Tessinois Gian-Luca Lardi dans la PME qu'il a choisie pour cette interview. Le Garni Meridiana à Ascona, un vrai modèle.

Pour mémoire, la Société suisse des entrepreneurs (SSE), dont il est l'actuel président, propose via sa section tessinoise une adaptation des conditions des contrats. «Il faut bien faire la différence entre la libre-circulation des personnes et celle des services, relève-t-il. Nous avons proposé des changements à Berne et le conseiller national Fabio Regazzi a déposé une motion dans ce sens.»

Il ne faut pas selon lui faire du protectionnisme, mais bien prendre des mesures d'accompagnement. «Les conventions collectives ont force obligatoire et les entreprises doivent les respecter. Les indépendants pour leur part peuvent travailler pour la moitié du prix et se situent en dehors du cadre légal. Cela équivaut à une distorsion de la concurrence.»

Gian-Luca Lardi évoque parmi les solutions la clause de sauvegarde. «Bien que je ne partage pas la position du Conseil fédéral, cette clause est une solution à laquelle il faudra apporter plus d'attention.»

Thème 2: trafic et infrastructures

«La situation est devenue très difficile à vivre, lance Gian-Luca Lardi. Le Tessin connaît ses 60 000 frontaliers, donc 120 000 mouvements de véhicules par jour.» Un casse-tête. Son diagnostic? «Les entreprises n'ont pas fait tout leur possible pour assumer leurs responsabilités.» Pour lui, il faudrait améliorer la conversion du mode de transport individuel vers les transports regroupés. «Dans la construction, plus de la moitié des travailleurs sont frontaliers. Dans notre entreprise, nous avons organisé une place de rassemblement où les employés peuvent laisser leur voiture. Ils sont ensuite pris en charge dans des minibus et emmenés sur les différents chantiers.»

Résultat: une réduction des mouvements par un facteur 5. Gian-Luca

Lardi estime qu'il serait possible d'étendre un tel système à l'échelle de tout le Sottoceneri. Il serait même possible selon lui d'organiser les transports avec des bus directement depuis l'Italie.

Thème 3: l'éternelle bureaucratie

La priorité politique devrait selon lui aller à l'élimination des vieilles lois qui ne servent plus à rien. «Le PLR a même essayé de diminuer le poids de l'administration, mais les entreprises ne voient pas de résultat», regrette-t-il.

Au fond, le problème est celui de la trop grande importance accordée aux commissions de contrôle. «Le Parlement est allé beaucoup trop loin en la matière, les commissions de contrôle pullulent à tous les niveaux et elles ont trop de pouvoir, observe-t-il. Du coup, l'administration est paralysée. Elle a délégué ses compé-

tences de surveillance à des juges et des tribunaux qui sont eux-mêmes très loin de la réalité.»

Si l'administration a peur de rendre des décisions, raisonne-t-il, elle se bloque et perd en efficacité. Le constat est sans appel: «Il y a quinze ans, le directeur du chantier et le chef de projet côté public prenaient une décision ensemble sur le chantier, raconte-t-il. Aujourd'hui, le pouvoir a été transféré à Berne à des gens qui ne savent même pas où se trouve le chantier.»

Et de regretter que cette situation paralyse complètement l'activité dans la construction. Il ne s'agit pas à ses yeux d'un problème de marché public, mais de la force des commissions de contrôles. «Il faut calibrer leur compétence au minimum nécessaire.»

François Othenin-Girard

LA PME DE SON CHOIX

Le Garni Meridiana et son business modèle

Il a choisi pour s'exprimer le décor d'une PME familiale de son canton. Le candidat tessinois du PLR, Gian-Luca Lardi, apprécie beaucoup le Garni Meridiana à Ascona. De ses fenêtres situées sur la Piazza Giuseppe Motta, le visiteur goûte le lac Majeur dans toute sa splendeur dramatique. «Le tourisme au Tessin est devenu très difficile. Dans mes contacts avec ses représentants, je suis à l'écoute, à la recherche de pistes pouvant conduire au succès. J'ai choisi la Meridiana, parce que je trouve que son business modèle est innovant.» Et de raconter comment la famille qui le possède depuis plusieurs générations a trouvé le courage d'investir malgré l'incertitude. Au final, six appartements ont été créés pour être loués sur le long terme et permettre de

couvrir une partie des frais fixes de l'hôtel. Rénové, ce dernier comprend 21 chambres. «Ce modèle offre une certaine indépendance par rapport aux conditions météo ou conjoncturelles qui pèsent sur l'activité touristique, constate-t-il. Ce qui a permis d'investir également dans un espace wellness et de conserver une stabilité du nombre de nuitées, malgré un recul générale de la clientèle allemande.» A la tête de ce quatre étoiles, Max Perucchi. Un homme qui préside par ailleurs la section Ascona et Locarno de l'association HotelierSuisse. Il est aussi membre du bureau du tourisme Lago Maggiore e Valli. Quant au restaurant de l'hôtel, il a été mis en gestion auprès d'un tiers.

Ogi